



Non au « Pacte budgétaire » et à l'Europe punitive, OUI À UNE EUROPE SOLIDAIRE !

Mercredi 29 février, la Confédération européenne des syndicats (CES) appelle à une journée de mobilisation des syndicats européens pour dénoncer le nouveau traité européen – le Pacte fiscal – qui sera signé lors du Sommet européen des 1^{er} et 2 mars. Dans de nombreux pays européens, les syndicats européens manifesteront contre un texte qui ne propose rien d'autre que d'enfoncer l'Europe d'un cran dans l'austérité généralisée.

Avec le Pacte budgétaire, c'est une véritable camisole de force néolibérale qui est imposée à l'Europe. Ce nouveau traité impose en effet des dispositifs de contrôle technocratiques des budgets nationaux, ainsi que des sanctions pour les « mauvais élèves » de l'austérité. Il prévoit la mise en place de « règles d'équilibre budgétaire » dans les législations nationales.

Les gouvernements seront donc amenés, de gré ou de force, à procéder à des coupes drastiques dans la fonction publique, à financiariser les régimes de retraites, à flexibiliser leur marché du travail et remettre en cause les droits sociaux et syndicaux pour mieux « modérer » les salaires. De telles politiques d'austérité ont pourtant déjà prouvé leur inanité en Grèce, plongeant le pays dans un chaos économique et social sans précédent, après deux années de soi-disant « plans de sauvetages ». La Grèce sera donc le laboratoire du pire.

Le Pacte budgétaire s'articule avec le Mécanisme européen de stabilité (MES), qui succède au Fonds européen de stabilité financière (FESF). Il institutionnalise les politiques destructrices menées par la Troïka dans les pays surendettés. Pour financer cette prétendue « solidarité », le MES devra emprunter sur les marchés financiers : pour permettre au MES de conserver sa note, les gouvernements devront ainsi redoubler de rigueur... Un bricolage absurde, qui permet d'éviter une intervention directe, pourtant nécessaire, de la Banque centrale européenne.

Le Pacte budgétaire participe, avec le MES, d'une dérive autoritaire et technocratique des institutions européennes. Il organise le transfert de pans entiers des politiques économiques des gouvernements européens vers des instances non élues... dont la principale prérogative consiste à « rassurer les marchés ».

Les peuples européens doivent se mobiliser au plan national et européen, pour exprimer le rejet de cette dérive technocratique et autoritaire. Le choix de l'austérité généralisée engage notre avenir. À ce titre, un véritable débat citoyen et une consultation populaire sont nécessaires.

En France, le Collectif pour un audit citoyen de la dette publique appelle tous les citoyens à se mobiliser dans leurs quartiers, leurs villages, leurs lieux de travail, pour construire ensemble ce débat. Dans cette perspective, nous nous joignons aux manifestations organisées par les syndicats à l'appel de la CES.

Dans la semaine du 5 au 12 mars nous appelons chacun à se joindre aux initiatives des collectifs locaux pour l'audit citoyen afin d'exprimer notre opposition à ce traité et d'imposer un véritable débat ; une réunion publique des collectifs de la région Ile-de-France se tiendra le 5 mars à la Bourse du travail rue Charlot.